

Bulletin d'histoire politique

Le racisme des perdants. Critique de Ronald Wright, *Stolen Continents: The «New World» Through Indian Eyes*, Toronto, Penguin, 1993, 424 p.

Kevin Henley



Volume 2, numéro 3, hiver 1994

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063397ar>
DOI : <https://doi.org/10.7202/1063397ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique

ISSN

1201-0421 (imprimé)
1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Henley, K. (1994). Compte rendu de [Le racisme des perdants. Critique de Ronald Wright, *Stolen Continents: The «New World» Through Indian Eyes*, Toronto, Penguin, 1993, 424 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 2(3), 29–33.
<https://doi.org/10.7202/1063397ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1994

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Pour ma part, j'en tire la conclusion suivante: à moins qu'un étudiant ne veuille faire son doctorat par pur amour de l'histoire et du progrès de la connaissance, il faut y penser à deux fois avant de l'encourager à entreprendre des études de doctorat en histoire, surtout s'il espère occuper un jour un poste universitaire.

ESSAIS CRITIQUES

LE RACISME DES PERDANTS. Critique de Ronald Wright, *STOLEN CONTINENTS: THE « NEW WORLD » THROUGH INDIAN EYES*, Toronto, Penguin, 1993, 424 p.

par Kevin Henley
Université du Québec à Montréal

Originellement publié en 1992, ce livre est devenu un « bestseller » dans les pays anglophones; il est maintenant disponible en livre de poche aussi. Wright relate l'histoire politique de cinq peuples autochtones de l'Amérique – les Aztèques, les Mayas, les Incas, les Cherokees et les Iroquois – à trois moments en particulier: l'invasion initiale des Européens, les réactions ultérieures des Amérindiens à cette invasion (XVIII^e et XIX^e siècles) et l'histoire récente.

Or, il est curieux que ce livre soit devenu si populaire, au moins parmi les « Blancs », puisque son contenu tombe facilement sous la définition canadienne de « littérature haineuse »! Le point de vue adopté par Wright, un Britannique vivant aujourd'hui en Ontario, est explicitement et purement raciste. Il semble que Wright fut tellement bouleversé par les tentatives de génocide dirigées par les Européens contre les Amérindiens, qu'il a décidé de devenir raciste à son tour, mais contre sa propre race.

Tout en dénonçant continuellement le racisme des conquérants européens, Wright proclame: « I make no pretense of giving equal time to the invaders » (p. 8), et il écrit son histoire que du point de vue amérindien (« The New World Through Indian Eyes »). Cette approche a l'avantage d'obliger Wright à citer quantités de sources amérindiennes qui sont souvent presque inconnues par ses lecteurs d'origine européenne. On apprend donc une foule d'informations relativement nouvelles sur l'histoire et les attitudes des peuples souvent fort mal jugés par des historiens traditionnels. Wright cite aussi les ouvrages récents de plusieurs historiens professionnels, eux-mêmes opposés au racisme traditionnel.

Le problème, bien sûr, c'est que Wright est tellement préoccupé par le mauvais traitement que les Amérindiens ont reçu dans les histoires écrites autrefois qu'il devient aussi anti-européen que les historiens traditionnels furent anti-

Amérindiens. Le résultat, c'est un livre aussi raciste que *Mein Kampf* ou *Les protocoles des sages de Sion! Stolen Continents* devient donc le genre de livre qui serait saisi par la GRC ou par les douaniers, s'il avait été dirigé contre les races non blanches ou écrit par quelqu'un possédant un nom à consonnance allemande. Puisque c'est pro-Amérindien, toutefois, personne ne s'offusque de ce genre de racisme explicite. Notre époque étant « politically correct », on a le droit de dénoncer la « barbarie » ou la « sauvagerie » d'une race entière, à condition que ce soit celle de la race qui domine la planète actuellement.

Or, le racisme délibéré de Ronald Wright nous éloigne de la vérité historique autant que le font les pires exagérations d'un Lionel Groulx ou d'un Houston Chamberlain. Le meilleur exemple, c'est ce principe de « première occupation », avancé par Wright aussi bien que par tous les autres idéologues qui semblent penser comme lui: les Joe Norton, Farley Mowat, etc., qui sont souvent cités dans son livre.

Selon le principe de « première occupation », un peuple a le droit éternel de contrôler un territoire s'il peut démontrer qu'il a été le premier à l'habiter. C'est bien sûr le principe avancé par tous les autochtones de la planète quand il s'agit de dénoncer l'invasion de leur territoire par des étrangers, surtout par des « étrangers » d'origine européenne. (Curieusement, toutefois, c'est aussi le même principe avancé par les Européens, et par les Nord-américains d'origine européenne, quand il s'agit de défendre leur territoire actuel contre les immigrants et les réfugiés du Tiers-monde. Mais ça, c'est une autre histoire...)

En réalité, le principe de première occupation ne donne pas davantage à un peuple le droit d'occuper un territoire éternellement, que le principe de conquête en donne. En fait, il est aussi raciste de justifier le contrôle d'un territoire donné par le principe de première occupation que de le justifier par le principe de conquête militaire. Il suffit de penser à l'application du principe de première occupation dans un territoire comme l'Europe (occupée autrefois par les Celtes) ou la Mésopotamie (occupée autrefois par les Sumériens), pour se rendre compte de l'absurdité de ce principe.

Même en Amérique, on ne connaît pas exactement pour chaque région donnée quel

groupe humain a été en fait le premier à l'occuper. Les controverses sont nombreuses à cet égard et rares sont les territoires dans lesquels le groupe amérindien occupant le territoire au moment de l'arrivée des Européens soit en fait le premier groupe amérindien à l'occuper. Qui plus est, les recherches continuent et il se peut fort bien qu'on découvre à l'avenir que tel ou tel territoire, « originalement » occupé par tel ou tel groupe, appartenait en réalité à un autre groupe au moment de sa toute première occupation humaine.

Or, à certains moments, Wright semble tout à fait au courant de cette réalité et il relate très bien l'histoire de tous les conflits territoriaux entre tribus amérindiennes, ainsi que le fait que lors de chaque conquête de chaque empire amérindien, les Européens furent toujours aidés par telle ou telle tribu victime de cet empire. Mais voilà que quelques pages plus loin, Wright revient à son idéologie de départ: le droit éternel des Amérindiens actuels de posséder encore chaque territoire qu'ils avaient possédé à un moment donné.

La réalité, c'est que les peuples contrôlent des territoires non pas tant par première occupation, ni tellement par conquête militaire, que par la force de leur société ou de leur civilisation. Un peuple possédant une société forte – politiquement, militairement, économiquement, socialement et culturellement – ne serait pas déplacé par un autre peuple possédant une société moins forte. Au bout du compte, c'est l'équilibre des forces géopolitiques de l'ensemble de toutes les ressources naturelles et humaines des groupes humains, qui détermine quel territoire sera dominé par tel peuple pendant une période quelconque de temps.

Un historien moins moralisateur que Wright aurait réalisé que la conquête de l'Amérique par les empires européens n'est qu'une des très nombreuses conquêtes que plusieurs centaines de milliers de peuples ont déjà subi à travers l'histoire universelle. Pourquoi s'offusquer davantage de ce qui est arrivé aux tribus et aux empires amérindiens, que de ce qui est arrivé aux tribus et aux empires européens, africains, asiatiques ou océaniens? Que plusieurs dizaines de tribus et de cultures amérindiennes soient partiellement ou complètement disparues aujourd'hui, en quoi cela est-il plus dommageable que la disparition de plusieurs

dizaines de tribus et de cultures ailleurs sur la planète?

Bien sûr, Wright a très bien souligné ce qui est vraiment propre à la tragédie amérindienne: que plusieurs **millions** de vies humaines furent perdues dans très peu de temps, grâce au phénomène biologique des grandes épidémies importées. C'est vrai que lors des conquêtes européennes des autres continents, la population locale connaissait déjà la variole, le typhus et le choléra, et qu'en conséquence, les pertes de vie en Afrique ou en Asie furent proportionnellement moins considérables. Mais cette donnée-là est à peu près la seule réalité exceptionnelle qui distingue la tragédie amérindienne de toutes les autres tragédies de l'histoire universelle.

Les génocides et les tentatives de génocide sont très bien connus partout dans le monde, et à toutes les époques: l'Amérique n'a rien vécu d'original là-dessus et les peuples amérindiens sont aussi coupables que les peuples européens dans ce domaine. La destruction délibérée des vestiges d'autres cultures, les meurtres et les viols collectifs, tous les peuples en ont déjà fait et en ont déjà subi. Si, à travers les siècles, les Européens ont réussi à tuer et à détruire davantage que les Amérindiens, c'est uniquement parce que les Européens furent devenus récemment plus nombreux et possédaient davantage de technologies dévastatrices. Du point de vue moral, tous les peuples sont égaux...

Malheureusement et contre toute évidence, Wright essaie toujours d'avancer le contraire. Tout crime commis par les Européens est bien raconté et même accentué au-delà de la réalité, tandis que tout crime commis par les Amérindiens est minimisé et justifié par telle ou telle difficulté vécue. Wright ne semble pas du tout accepter le fait que si les empires amérindiens avaient eu la capacité de conquérir l'Europe, ils n'auraient pas fait autrement là-bas que ce que les Européens ont fait ici.

C'est ridicule aussi de prétendre que la supériorité technologique des Européens modernes n'est que la supériorité des « gadgets » n'ayant rien à faire avec le degré d'avancement de leur civilisation. Même si on peut très bien argumenter que l'astronomie des Aztèques fut plus avancée que celle des Européens jusqu'à la Renaissance, il est

absurde de prétendre que les sociétés amérindiennes furent aussi avancées que celles des Européens au moment de l'invasion initiale. On ne réussit pas à inventer des armes et des instruments de navigation, tels que ceux de l'Europe du XV^e au XVIII^e siècles, dans une société de niveau néolithique ou pré-moderne.

De plus, Wright véhicule toute une série d'autres préjugés favorables aux Amérindiens. Il prétend par exemple que la cueillette et l'agriculture des Amérindiens semi-nomades furent délibérément calculées pour bien traiter la « Nature », tandis que les méthodes économiques européennes détruisaient délibérément la nature. Malheureusement, ce préjugé écologique bien connu n'a aucun lien avec la vérité. En réalité, les méthodes économiques utilisées par les Néolithiques de cette planète, que ce soit en Amérique ou ailleurs, « épargnent » la nature uniquement à cause de leur inefficacité relative. En d'autres mots, les Iroquois ou les Cherokees de Ronald Wright n'aimaient pas plus « la nature » que l'aimaient les tribus néolithiques d'origine germanique qui ont détruit l'empire romain. La cueillette et l'agriculture extensive de toutes les tribus néolithiques de la planète « épargnent la nature » parce que le nombre de personnes qu'elles sont capables de soutenir n'est pas suffisant pour perturber sérieusement les plantes et les animaux « naturels ».

D'autre part, en ce qui concerne l'agriculture intensive des civilisations amérindiennes, les Mayas, les Aztèques, les Incas et quelques autres, leur agriculture ne différait pas fondamentalement de l'agriculture des autres grandes civilisations de l'Antiquité (l'Égypte, la Chine, l'Inde, etc.). L'agriculture inca des montagnes, par exemple, ne fut pas davantage adaptée aux conditions locales que le fut l'agriculture des vieilles civilisations fluviales. Globalement, les Incas ne furent ni plus intelligents, ni moins intelligents, que les autres sociétés urbaines des époques pré-modernes.

Il aurait fallu en plus que Wright distingue clairement entre les sociétés néolithiques de l'Amérique pré-colombienne, et ses civilisations urbaines. Le mot « civilisation », en fait, doit être réservée aux cultures ayant développé une société sédentaire, centrée sur les grandes villes; les sociétés néolithiques, nomades ou semi-nomades, ne doivent pas être classées parmi les civilisations. Bien sûr, comme le souligne Wright (p. 100), les gens issus d'une

civilisation ne sont pas nécessairement plus « civilisés » (du point de vue moral) que le sont les gens issus d'une société néolithique, mais cela ne change rien au fait que les Iroquois et les Cherokees n'avaient pas de civilisation (au moins, au moment de l'arrivée des Européens).

Dans ce contexte, Wright abonde dans ce qu'on appelle « l'erreur de la composition ». Parler de trois civilisations amérindiennes (les Aztèques, les Mayas et les Incas), ainsi que de deux sociétés néolithiques (les Cherokees et les Iroquois), sans vraiment distinguer entre les deux niveaux de développement, c'est de mettre ensemble des réalités fort différentes. C'est donner à ces groupes une unicité qu'ils ne possédaient pas, un peu comme ces historiens de l'Europe qui trouvent un « esprit européen » commun aux Romains civilisés et aux peuples germaniques néolithiques.

C'est pour une raison similaire qu'il laisse tomber le mot « nation » quand il s'agit de parler des sociétés pré-modernes. Un État-nation est une invention politique de l'Europe pendant la période dite moderne (1400-1800, soit la période mercantiliste), une invention qui ne fut pas entièrement développée, même en Europe, avant la Révolution française. Ce phénomène n'est pas apparu hors de l'Europe avant le XIX^e siècle, avant de devenir progressivement la forme politique dominante de la planète au XX^e siècle. Même aujourd'hui, il est erroné d'utiliser ce mot pour désigner des tribus ou des clans n'ayant jamais développé un sens d'appartenance nationaliste. De nos jours, les Cherokees ou les Iroquois peuvent bien participer aux nations québécoises, canadiennes ou américaines, s'ils le veulent. À cause de leurs divisions tribales, de leur petit nombre et de leur très grand éparpillement, cependant, ils ne peuvent pas être classés parmi les nations, pas plus qu'on pouvait ainsi classer les Européens du Moyen-Âge ou les habitants des enclaves féodales comme Monaco ou Lichtenstein.

Une nation, c'est une réalité politique moderne et contemporaine, possédant la souveraineté dans tous les domaines ou aspirant à la posséder. Ainsi, le Québec est une nation sociologique même s'il ne possède qu'une souveraineté provinciale (au même titre que l'Écosse ou la Corse). Même un groupe humain aussi petit que le Sahara occidental a la possibilité de devenir une nation, s'il réussisse sa lutte de « libération nationale » contre le Maroc. Le Mexique

(d'origine aztèque et espagnole) et le Pérou (d'origine espagnole et inca) sont devenus graduellement des nations universellement reconnues.

Toutefois, en dépit des efforts de quelques idéologues, toutefois, les Iroquois ne sont pas une nation. Premièrement, ils sont encore divisés entre les six tribus de leur Confédération (les Mohawks, les Senécas, etc.), qui pour diverses raisons n'ont jamais réalisé leur fusion nationale (comme les tribus françaises — les Francs, les Gaulois, les Bretons, etc., l'ont fait autrefois). Deuxièmement, ils sont actuellement éparpillés dans une dizaine de « réserves » (ou Bantoustans) du Québec, de l'Ontario et de l'État de New York, couvrant un territoire habité simultanément par plusieurs millions d'autres personnes, d'origines européennes, africaines et asiatiques diverses. Dans ce contexte, les Iroquois sont vraiment trop peu (à peu près 50 000 individus) pour vouloir constituer une véritable nation.

Ici, encore une fois, Wright sympathise trop avec les perdants, ce qui l'amène à dire, par exemple, que l'histoire de la région au sud de Montréal a été « faussé » par l'arrivée des Européens: « If you visit Iroquoia today, you find that an alien historical landscape has been laid down like a rug beneath which the real history has been swept » (p. 121). Pourquoi cette histoire des Iroquois est-elle « real » tandis que l'histoire des Européens dans cette même région est « alien »? Il n'y a que le racisme de l'historien pour expliquer un tel écart de langage. Pour toutes sortes de raisons, y compris leur propre division interne, les Iroquois d'autrefois furent défaits et la plupart de leur territoire fut occupé par d'autres. Et alors? La même chose est déjà arrivée à chacun des peuples de la planète.

Contre toute attente, Wright termine son récit en citant le leader déné Georges Erasmus, en 1990, à l'effet que: « We need to present accurately what happened in the past, so that we can deal with it in the future » (p. 346). Voilà justement ce que Wright aurait dû faire dans son livre, plutôt que de présenter l'histoire de l'Amérique uniquement du point de vue des Amérindiens, et des plus radicaux d'entre eux en plus. Fausser l'histoire pour glorifier le racisme, même si c'est le racisme des peuples qui ne dominant pas à l'heure actuelle, n'est pas une entreprise très utile pour l'avenir de

l'historiographie, encore moins pour l'avenir de l'humanité.

SOULEVER LA POLÉMIQUE, OU FAIRE AVANCER LA CONNAISSANCE? Critique d'Esther Delisle, *LE TRÂTRE ET LE JUIF: LIONEL GROULX, « LE DEVOIR » ET LE DÉLIRE DU NATIONALISME D'EXTRÊME DROITE DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC 1929-1939*, Montréal, L'Étincelle éditeur, 1992, 284 p.

par Richard Jones
Université Laval

Présentée à l'origine comme thèse de doctorat à l'Université Laval, cette recherche a soulevé, bien avant la soutenance, une polémique dont l'auteure fait d'ailleurs état dès son premier chapitre. Certains critiques, explique-t-elle, sans doute un peu simples et malhabiles, croyaient pouvoir déduire facilement pourquoi Esther Delisle s'intéressait à l'antisémitisme. « Êtes-vous juive? » demandaient-ils. Fausse piste! D'autres, se préoccupant plutôt des conclusions iconoclastes de Delisle, l'accusaient de trahir les intérêts du Québec. Somme toute « traître ou juive », résume Delisle, renvoyant ainsi au titre de son ouvrage. Quant à nous, nous espérons porter l'attention davantage sur la démarche et la démonstration.

Malgré l'intérêt suscité par cet ouvrage, les recherches réalisées depuis plus de vingt ans et qui évoquent l'antisémitisme comme thème important ont été tellement nombreuses qu'on peut se demander quelle contribution Delisle apporte aux connaissances. Certes elle admet que d'autres avant elle ont « remarqué le racisme » de Groulx, et elle cite les thèses de Jean-Pierre Gadoury et d'André-J. Bélanger, de Susan Mann, de Gérald Fortin et de Michael Oliver. Elle aurait pu ajouter les treize tomes rédigés par David Rome et portant sur l'antisémitisme au Québec dans les années trente sous le titre *Clouds in the Thirties*. Dans ma propre recherche sur le journal *L'Action catholique*, j'ai présenté de façon élaborée la thèse du complot juif mondial, dimension à laquelle Delisle consacre son chapitre 9. Bien que Delisle prétende que sa propre perspective est différente « en ce que l'antisémitisme est son objet premier », (p. 33) pareil avantage comporte

aussi un revers. À force d'isoler un élément parmi un grand nombre de thèmes à saveur nationaliste de l'époque, l'auteure risque de fausser la réalité qu'elle cherche à décrire. La nuance devient impossible.

Esther Delisle se propose donc d'étudier l'antisémitisme de Lionel Groulx, de *L'Action nationale*, des Jeunes-Canada et du *Devoir* qui « représentent un courant idéologique minoritaire dans le Canada français des années trente » (p. 27). Pourtant elle ne croit pas qu'il faille réduire ce petit groupe à « l'insignifiance absolue ». Après tout, de nombreux chercheurs se sont intéressés plus tard à Groulx et compagnie. Autre indication de l'importance du groupe: « le malaise » que Delisle croit avoir provoqué par sa recherche chez ceux qui voient en Groulx « l'historien national » et en le journal *Le Devoir* « le défenseur infatigable des droits du Canada français » (p. 31).

En se bornant à tenter d'expliquer le « délire de haine d'un petit groupe », l'auteure cherche à confondre les critiques qui lui reprochent de ne pas tenir compte du contexte dans son analyse. « Décortiquer le contexte historique n'apporte rien à la compréhension du délire et ne fournit aucune clé pour le pénétrer », assure-t-elle (p. 33). « La réalité du complot juif mondial n'existe que dans la tête de Lionel Groulx, de *L'Action nationale*, des Jeunes-Canada et du *Devoir* » (p. 33). Avis aux historiens! Si le contexte avait été important, tout le peuple aurait versé dans le racisme. Or, le « bon peuple » n'a pas écouté ses maîtres.

C'est là un raisonnement un peu court. Tous les Québécois, les ouvriers, les agriculteurs, les milieux d'affaires et, oui, le prêtre-historien qu'était Groulx, traversaient les années dures de la crise bien qu'ils ne les aient évidemment pas vécues tous de la même façon. On sait par exemple que l'antisémitisme était un des thèmes partagés par André Laurendeau et les Jeunes-Canada, qui ont organisé une grande manifestation anti-juive à Montréal en 1933. Beaucoup plus tard, Laurendeau reconnaissait: « Nous étions tributaires des idées qui avaient cours à cette époque et toutes ces idées n'étaient pas belles ». Doit-on écarter du revers de la main, comme le fait Delisle, le contexte de la crise pour expliquer la popularisation de ces idées au cours des années trente? La seule monographie consacrée entièrement à l'étude des Jeunes-Canada, celle de Denis Chouinard,